

Philippe Vasseur, ancien ministre, président du Forum mondial de l'économie responsable www.worldforum-lille.org

Il est possible d'améliorer les performances économiques en respectant plus et mieux les personnes et l'environnement. C'est l'objectif du Forum mondial de l'économie responsable lancé à Lille par les Rencontres internationales d'octobre 2007. Des acteurs économiques et des experts issus des cinq continents ont montré ce qui se fait et peut être étendu en faveur de « *La diversité et l'égalité des chances* », thème retenu en 2007.

En 2008, de nouvelles Rencontres auront lieu afin de promouvoir « *Une économie responsable pour nourrir et protéger la planète* ». La gravité de la situation fait l'objet d'appréciations diverses entre les pays riches, les nouveaux pays développés et ceux « en voie de développement ». Cependant, le problème ne peut être posé que dans le cadre de la dégradation de l'environnement et de l'évolution de l'humanité au cours des prochaines décennies.

La question la plus cruciale est celle de l'eau, ressource vitale dont la pénurie menace la Terre à moyen,



© Credit Mutual Nord Europe

UNE ÉCONOMIE RESPONSABLE

voire à court terme. Les faits (6,5 milliards de personnes aujourd'hui) et les perspectives (9 milliards dans une quarantaine d'années) de croissance démographique et économique permettent de comprendre ce défi majeur et d'en mesurer les enjeux. Au fur et à mesure de leur croissance, les nouveaux pays développés continueront à modifier leurs comportements alimentaires, faisant de plus en plus appel aux protéines animales. Au cours des dix prochaines années, dans les pays « du sud », la consommation de volaille augmentera d'un quart, celle de viande bovine d'un tiers et celle de porc de moitié. Ces évolutions contribueront à l'explosion de la demande mondiale de céréales.

L'expansion économique, particulièrement forte en Chine ou en Inde, accentue les besoins en matières premières et en énergie. Parmi les sources d'énergie alternatives ou complémentaires, la fabrication de carburants d'origine végétale conduit à détourner davantage d'hectares de leur exploitation à des fins alimentaires. Si leur bilan écologique

global s'avère positif (encore objet de débats contradictoires), les biocarburants n'apporteront, au mieux, qu'une réponse partielle au problème de la préservation de l'environnement. Nourrir et protéger la planète est bien la responsabilité fondamentale de tous les acteurs du monde.

Les acteurs institutionnels (États et organisations internationales) portent une grande part de cette responsabilité. Mais l'épreuve des faits met en lumière les limites de leur engagement. Ainsi, en 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation, la FAO (organisation des Nations unies) s'était fixé l'objectif de diviser rapidement par deux le nombre des victimes de la faim (encore plus de 850 millions aujourd'hui). Autre exemple, le protocole de Kyoto prévoit la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais il ne concerne que 36 pays riches. Parmi ceux qui n'y figurent pas, se trouvent des pays connaissant les taux de croissance les plus élevés, pollution comprise ; et deux pays riches : l'Australie et surtout les États-Unis.

Les efforts des acteurs économiques sont déterminants. Si la responsabilité première d'un dirigeant est économique (la pérennité de l'entreprise dépend de sa rentabilité), elle ne peut s'arrêter à la dernière ligne d'un compte d'exploitation. Je sais que ce point de vue est partagé par les dirigeants chrétiens. Ils doivent être en première ligne pour le développement de cette économie responsable à laquelle, dans bien des régions du monde, ils ont donné naissance. ■